

Arrêté N° 2019_02290_VDM

**SDI - ARRÊTÉ PORTANT L'INTERDICTION D'OCCUPATION DES IMMEUBLES SIS 59 ET 61,
PLACE JEAN JAURÈS - 13006 MARSEILLE**

Nous, Maire de Marseille,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L. 2212-2 et L. 2212-4,
Vu le rapport des services municipaux de la Ville de Marseille en date du 20 juin 2019 relatif à la situation des immeubles sis 59, et 61, place Jean Jaurès – 13006 MARSEILLE.

Considérant qu'aux termes de l'article L. 2212-2 du CGCT, « la police municipale a pour objet d'assurer le bon ordre, la sûreté, la sécurité et la salubrité publiques. Elle comprend notamment [...] 5° Le soin de prévenir, par des précautions convenables, et de faire cesser, par la distribution des secours nécessaires, les accidents et les fléaux calamiteux ainsi que les pollutions de toute nature, tels que les incendies, les inondations, les ruptures de digues, les éboulements de terre ou de rochers, les avalanches ou autres accidents naturels, les maladies épidémiques ou contagieuses, les épizooties, de pourvoir d'urgence à toutes les mesures d'assistance et de secours et, s'il y a lieu, de provoquer l'intervention de l'administration supérieure » ; que l'article L. 2212-4 du CGCT précise qu'« en cas de danger grave ou imminent, tel que les accidents naturels prévus au 5° de l'article L. 2212-2, le maire prescrit l'exécution des mesures de sûreté exigées par les circonstances ».

Considérant l'avis des services municipaux suite à la visite du 20 juin 2019, soulignant les désordres au sein des immeubles sis 59, et 61, place Jean Jaurès – 13006 MARSEILLE, concernant particulièrement les pathologies suivantes :

- risque d'effondrement d'un plancher au 61, place Jean Jaurès – 13006 MARSEILLE
- façade menaçante à l'arrière de l'immeuble au 61, place Jean Jaurès – 13006 MARSEILLE
- effondrement partiel d'un mur mitoyen porteur aux deux bâtiments

Considérant que le syndicat des copropriétaires de l'immeuble sis 59, place Jean Jaurès – 13006 MARSEILLE est pris en la personne [REDACTED]


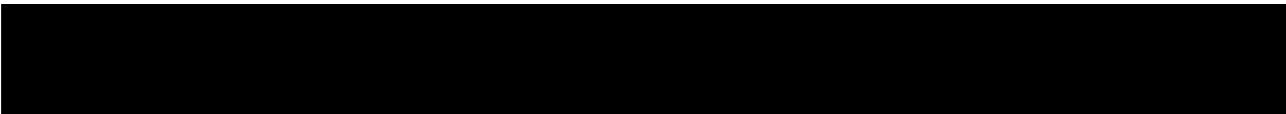
Considérant que le syndicat des copropriétaires de l'immeuble sis 61, place Jean Jaurès 13006 MARSEILLE est pris en la personne [REDACTED]

Considérant les risques graves concernant la sécurité du public et des occupants des immeubles sis 59, et 61, place Jean Jaurès – 13006 MARSEILLE, il appartient au Maire, au titre du danger immédiat, de prendre des mesures provisoires et de prescrire l'évacuation de ces immeubles, ainsi qu'une interdiction d'habiter assortie d'un périmètre de sécurité devant l'immeuble.

ARRETONS

Article 1 Pour des raisons de sécurité liées à un danger grave et imminent, compte tenu des désordres constatés au sein des immeubles sis 59, et 61, place Jean Jaurès – 13006 MARSEILLE, ceux-ci doivent être immédiatement et entièrement évacués par leurs occupants.

Article 2 Les accès aux immeubles et locaux interdits doivent être immédiatement neutralisés par tous les moyens que jugera utile le propriétaire.
Ceux-ci ne seront réservés qu'aux seuls experts et professionnels chargés de la mise en sécurité.

Article 3 Cet arrêté sera affiché sur la façade de l'immeuble, ainsi qu'en mairie, et notifié aux propriétaires, copropriétaires, syndicat de copropriété pris en la personne 


Il sera également publié au Recueil des actes administratifs de la Ville de Marseille et transmis au contrôle de légalité.

Article 4 Pour faire appliquer les mesures prévues aux articles du présent arrêté, la Ville de Marseille pourra recourir, en tant que de besoin, au concours de la force publique.

Article 5 Ampliation de cet arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du-Rhône, à Monsieur le Préfet de Police, à Monsieur le Procureur de la République, à Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique ainsi qu'au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence et au Bataillon des Marins Pompiers.

Article 6 Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville, Monsieur le Préfet de Région et Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux, auprès du Tribunal administratif de Marseille, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de l'accomplissement des formalités de publicité par la Ville de Marseille.

Julien RUAS

Monsieur l'Adjoint délégué au Bataillon de
Marins-Pompiers et à la Prévention et la
Gestion des Risques Urbains

Signé le : 1 juillet 2019